

**Département du Var**  
**Commune de Bormes-Les-Mimosas**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONCESSION DE  
LA PLAGE DE LA FAVIERE**

**PROCES-VERBAL DE SYNTHESE**  
des remarques et suggestions du public  
et des services consultés

Enquête E25000018/83

*Conduite du 31 mars au 30 avril 2025*

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>DEROULEMENT DE L'ENQUETE</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC</b>	<b>4</b>
2.1	Cours d'eau « Vallon de La Favière » ou « Gaspardet »	4
2.2	Remarque générale sur la dégradation de la plage de La Favière	5
2.3	Points particuliers	6
<b>3.</b>	<b>DOSSIER ADMINISTRATIF ET AVIS DES SERVICES</b>	<b>7</b>
<b>4.</b>	<b>INFORMATIONS SUR LA SUITE DE L'ENQUETE</b>	<b>8</b>

Ce PV de synthèse a pour objet de permettre à la maîtrise d'ouvrage du projet d'acquérir une connaissance aussi complète que possible des préoccupations ou suggestions exprimées par le public ayant participé à l'enquête. Il comprend une synthèse du déroulement de l'enquête, des observations du public et avis des services consultés en les complétant si nécessaire par les questions ou commentaires du commissaire enquêteur.

---

## 1. Déroulement de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée du 31 mars au 30 avril 2025.

Le siège de l'enquête se trouvait à la mairie de Bormes-Les-Mimosas.

Le public a pu consulter sur place les pièces du dossier aux heures et jours d'ouverture de la mairie (tels qu'énoncés dans l'arrêté d'ouverture d'enquête) ou, s'il le souhaitait, déposer ses observations sur le registre papier.

Le public avait, par ailleurs, dans les délais de l'enquête, la possibilité de consulter le dossier d'enquête et de déposer ses observations sur le registre dématérialisé suivant :

<https://www.registre-dematerialise.fr/6105/>

Les observations pouvaient également être adressées via courrier électronique à l'adresse :

[enquete-publique-6105@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-6105@registre-dematerialise.fr)

Enfin, les courriers postaux pouvaient être adressés au commissaire enquêteur à l'adresse du siège de l'enquête.

Afin de recevoir le public, j'ai tenu 4 permanences en mairie de Bormes les 31 mars de 9h00 à 12h00, 10 avril de 14h00 à 17h00, 22 avril de 9h00 à 12h00 et 30 avril 2025 de 14h00 à 17h00.

Je me suis entretenu régulièrement avec les autorités organisatrices : DDTM (notamment à l'occasion d'une réunion de présentation du dossier et lors de la remise de ce PV de synthèse) et services techniques de la mairie avec qui j'ai pu visiter les lieux et échanger à plusieurs reprises.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans un esprit constructif, aucun incident n'est à relever.

La publicité réservée à cette enquête publique a été conforme aux textes et aux prescriptions du Maître d'ouvrage.

La salle mise à la disposition du public était adaptée et bien équipée.

Le dossier d'enquête m'a été transmis par la DDTM en format papier (version déposée en salle de permanence pour le public) et sur clé USB.

---

## 2. Synthèse des observations du public

Malgré un affichage sur 15 sites dont tous les lieux concernés du projet, seules deux personnes se sont présentées (permanence du 10 avril).

Trois observations ont été déposées dans le registre électronique

Une observation (déjà déposée dans le registre électronique) a été transmise par courriel

Aucune observation n'a été inscrite sur le registre papier qui a été clôturé par mes soins le 30 avril 2025 à 17 h.

Aucun courrier postal n'a été reçu par le Commissaire enquêteur.

Comme indiqué ci-dessus, le public avait la possibilité de consulter le dossier d'enquête et de déposer ses observations sur un registre dématérialisé. Le site restituait le niveau de fréquentation du public ainsi que le nombre de téléchargements pendant la période de l'enquête.

On a noté une relative mobilisation du public en début d'enquête ; au total, 800 visiteurs différents environ ont consulté le site sur la période d'ouverture de l'enquête, ce qui représente 10% de la population de la commune, signe d'un intérêt limité du public (voire d'une approbation ?) pour un projet de renouvellement dont les caractéristiques sont quasi-identiques au projet précédent.

Un seul sujet a été évoqué à plusieurs reprises, celui-ci fait l'objet du paragraphe 2.1. Les autres observations sont synthétisées par auteur et sont numérotées.

Afin de permettre au Maître d'ouvrage de retrouver aisément l'exhaustivité du texte des observations, les abréviations suivantes ont été utilisées :

Ox : observation N°x déposée dans le registre dématérialisé.

P : observation reçue oralement lors d'une permanence

---

### 2.1 Cours d'eau « Vallon de La Favière » ou « Gaspardet »

Ce cours d'eau a fait l'objet de plusieurs observations :

O2 : Tout d'abord, il est indiqué (Mr B Carey) qu'un barrage de sable est érigé tous les étés devant l'embouchure du cours d'eau et indique que cette pratique est contraire à une bonne gestion du milieu naturel.

P : Mme Doberer m'indique également oralement lors d'une permanence que ce ruisseau est parfois bloqué par un amas de sable ce qui provoque une rétention d'eau et conduit à entretenir les larves de moustiques et demande si des mesures sont prévues pour améliorer l'écoulement de l'eau vers la mer.

**Q1 : Commentaires du commissaire enquêteur :**

**Réponse attendue de la commune concernant l'origine (ou la raison) de cet amas de sable. Nota : l'enquête publique relative à la concession précédente (année 2014), faisait déjà état de nuisances au niveau de l'estuaire du Gaspardet.**

O2 : Mr Carey évoque aussi de graves anomalies concernant le lit du Gaspardet en amont de la plage au regard des règles environnementales en vigueur :

- un mur de plusieurs mètres de haut érigé le long de la rive droite du cours d'eau par le camping « le Camp du domaine ».
- une canalisation d'assainissement qui traverse le cours d'eau, faisant ainsi obstacle au bon écoulement des eaux en amplifiant à chaque crue les dommages à la copropriété riveraine « Les Rives de la Favière ».

...Et demande de restaurer le fonctionnement écologique du cours d'eau, indissociable du bon état naturel de la plage de la Favière, c'est-à-dire :

- déconstruction du mur du Camp du domaine, reconstitution de la berge, et de sa nécessaire végétation rivulaire,
- enlèvement de la canalisation après déviation des effluents par des moyens techniques appropriés, passage en siphon ou forage dirigé.

O3 : Mr Bouton estime également que la restauration du lit et des berges du Gaspardet est indispensable au maintien du bon équilibre écologique de la plage de la Favière et évoque les résultats de l'étude PAPI « Fleuves Côtiers des Maures » qui, précise-t-il seront déterminants pour conduire cette restauration en toutes connaissances de causes.

#### **Q2 : Commentaires du commissaire enquêteur :**

**La restauration écologique du ruisseau n'ayant qu'un rapport lointain avec l'enquête sur la concession de plage, la commune pourra néanmoins apporter quelques éléments d'information concernant l'historique de ce mur et de la canalisation.**

## **2.2 Remarque générale sur la dégradation de la plage de La Favière**

O1 : Une Observation anonyme fait état d'une dégradation de la plage de la Favière (de sa biodiversité) depuis 30 ans à cause d'un aménagement ambitieux pour promouvoir le tourisme de masse :

- Saturation des plages et abords de plage
- Entretien inapproprié par cribleuse et déstructuration des sols
- Construction dure et aménagement de confort pour l'exercice de la plaisance (ski nautique)
- Nécessité de rechargement des plages et détournement de l'espace humide naturel bordant le camp du domaine
- Empiètement du cordon dunaire
- Circulation permanente et non contrôlée par des véhicules de service

L'observation mentionne le chapitre individualisé du SCoT PM valant Schéma de Mise en Valeur de la Mer approuvé en 2019, et en particulier :

la **Mesure 20** concernant les mesures applicables aux plages naturelles ou artificielles pour en conserver une exploitation durable :

- les pratiques de nettoyages et d'aménagement écologique ;
- la préservation des banquettes de posidonie ;
- le maintien des dunes et des pinèdes littorales ;
- le contrôle du développement des plantes invasives.

la **Mesure 40** concernant la stratégie globale d'aménagement et de requalification du front de mer dans une vision de long terme qui recommande de privilégier :

- la reconstitution des systèmes dunaires et la végétation halophile associée dans les secteurs où la morphologie du littoral le permet (notamment plages de sable)
- la préservation des herbiers de posidonie en mer, qui jouent un rôle d'atténuateurs de houles
- le maintien des feuilles mortes de posidonies sur les plages et le développement d'une gestion différenciée en fonction de leur exposition à l'érosion et/ou des enjeux touristiques de chaque plage
- des techniques de rechargement des plages dites « douces », telles la technique des mille-feuilles avec mélange de sable et des feuilles mortes de posidonie
- des modes d'entretien des plages alternatifs au tamisage mécanique, notamment le nettoyage manuel
- les expérimentations de digues immergées, destinées à amortir la houle

Il est également indiqué que la concession profite à 2 exploitants de plage alors que les frais d'entretiens sont à la charge du contribuable local depuis 30 ans.

**Q3 : Commentaires du commissaire enquêteur :**

**La commune pourra énoncer un certain nombre d'actions réalisées allant dans le sens des mesures 20 et 40 précitées**

## 2.3 Points particuliers

---

Le 10 avril 2025, Mme Doberer et une autre personne, riverains de l'arrière plage, sont venus s'informer sur le nombre et les durées des concessions des lots de plage. Ils m'ont, entre autre, fait part de leur satisfaction dans la manière dont la plage et ses abords sont gérés par la commune : propreté et nouvelles installations -amphithéâtre, piste de pumptrack, palmiers-

Par ailleurs, les suggestions et les questions qui m'ont été transmises sont les suivantes :

1. La décoration/restauration du local de secours demanderait à être améliorée
2. Des mesures sont-elles prévues pour limiter au maximum les passages de véhicules sur la plage, véhicules qui roulent parfois assez vite ?

PV de synthèse enquête publique n° E25000018/83 :

renouvellement de la concession de la plage de La Favière, Commune de Bormes-Les-Mimosas

3. Il est difficile en pleine saison de passer devant les zones des plagistes (entre les concessions et la mer) à cause des pédalos et des personnes qui posent leur transat, les plagistes en sont-ils conscients ?
4. Une question a été posée sur la destination du sable extrait du port et son recyclage éventuel

#### **Q4 : Commentaires du commissaire enquêteur :**

#### **Réponses attendues par la commune dans la mesure du possible**

---

### **3. Dossier administratif et avis des services**

Ce paragraphe restitue les étapes de la gestion administrative de la demande de renouvellement et liste chronologiquement l'exhaustivité des avis (favorables) rendus par les services consultés par la maîtrise d'ouvrage.

La ville de Bormes-Les-Mimosas dispose de la concession de la plage naturelle de la Favière par arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 pour une durée de 12 années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Son échéance a donc été fixée au 31 décembre 2024.

- Par délibération du 29 novembre 2023 du conseil municipal, la ville a souhaité renouveler la concession de la plage pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (donc jusqu'au 31/12/2034) pour en assurer son entretien, son équipement et son exploitation
- Après étude du dossier de projet de concession comprenant un dossier communal explicatif, le Directeur Départemental des territoires et de la mer, par délégation du préfet maritime, a émis en date du 22 février 2024 un avis favorable à la poursuite de la procédure au titre des dispositions de l'article R 2124-25 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP)
- Le 21 mars 2024, la direction départementale des finances publiques, consultée le 07 mars 2024 n'a émis aucune objection à la demande sur le plan domanial et a donné les informations permettant de fixer le montant de la part fixe de la redevance domaniale pour l'année 2025 ainsi que l'indice de référence pour les révisions annuelles de la part fixe
- Le 04 juin 2024, le service gestionnaire du domaine public maritime sur la base des éléments ci-dessus a émis un avis favorable sur le projet de concession de plage naturelle de la Favière à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (faisant référence à la délibération de la commune du 29/11/2023) clôturant ainsi l'enquête administrative
- Le 10 septembre 2024 la Préfecture a autorisé par courrier, la commune de Bormes à demander une prorogation de la DSP actuelle auprès de la DDTM
- Le 02 octobre 2024 la commune de Bormes demande par délibération la prorogation de la durée de concession jusqu'au 31 décembre 2025 en modifiant les conditions financières telles que précisées par la DDFiP
- L'avenant préfectoral N°2 du 22/11/2024 modifiant le cahier des charges de la concession de la plage naturelle de la Favière prolonge la durée de la concession d'un an le 22/11/2024 (c'est à dire jusqu'au 31/12/2025)

- Le 06/12 /2024, la commune de Bormes transmet les projets de sous-traités d'exploitation pour l'année 2025 pour accord préalable au Préfet du Var.
- Par mail du 17/02/2025 la DDIFP du Var suite à l'avenant N°2, a modifié les informations concernant la redevance part fixe pour les réactualiser à partir de l'année 2026.
- Le 25 février 2025, le service gestionnaire du domaine public maritime valide la tenue d'une enquête publique.
- L'enquête publique débute le 31 mars 2025

**Information du commissaire enquêteur à l'attention de la DDTM et de la commune de Bormes :**

**Au vu de ces éléments, je préconiserai dans mon rapport (recommandation) une durée de validité de la concession du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2034 (donc 9 ans) en précisant que les documents régissant la concession sont :**

**Du 1er au 31 décembre 2025 : les documents composant le dossier de l'enquête publique précédente E14000022/83**

**Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2034 : les documents composant le dossier de l'enquête publique E25000018/83 (actuellement en cours)**

**Q5 : Question du commissaire enquêteur à l'attention de la DDTM :**

**Les installations des plagistes sont maintenant bien en place sur la plage pour la saison estivale 2025, les accords préalables du Préfet du Var concernant les sous-traités d'exploitation auraient du être transmis à la commune afin que la procédure soit conforme et avant l'installation des plagistes. L'envoi de ces accords est-il réalisé ou dans la négative est-il bien prévu et dans quels délais ?**

#### **4. Informations sur la suite de l'enquête**

Ce procès-verbal de synthèse a été remis en mains propres le 05/05/2025 à Mme Jacquelin-Margo et commenté dans ses grandes lignes.

Le commissaire enquêteur a rappelé que passé le délai légal de 15 jours accordé au maître d'ouvrage pour produire ses réponses, et sans demande de report de cette autorité, il sera rédigé le rapport d'enquête assorti d'un avis motivé sur le projet comme prescrit par les textes. Ces documents seront délivrés à la DDTM au plus tard le 30 mai 2025.

L'avis du commissaire enquêteur pourra être :

- Favorable,
- Favorable avec réserves (ces réserves devront être obligatoirement « levées » ou rejetées en les justifiant. Dans le cas contraire, cet avis avec "réserves" devra être considéré comme défavorable)
- Défavorable

**PV de synthèse enquête publique n° E25000018/83 :**

**renouvellement de la concession de la plage de La Favière, Commune de Bormes-Les-Mimosas**




**PV remis en 2 exemplaires et en mains propres le 05/05/2025**

**à Mme Anaïs Jacquél-Margo**

**Autres documents remis en mains propres (1 seul exemplaire) :**

- **Courrier d'accompagnement PV de synthèse**
- **liste complète de l'ensemble des observations (format papier)**
- **registre papier clôturé par le commissaire enquêteur**
- **version papier du dossier administratif et version électronique (clé USB)**

<p><b>La DDTM</b></p> <p>La cheffe du Bureau Littoral Ouest Service Mer et Littoral</p> <p>Anaïs JACQUEL-MARGO</p>	<p>Le commissaire enquêteur Michel Chabaud</p> 
--	---

PV de synthèse enquête publique n° E25000018/83 :

renouvellement de la concession de la plage de La Favière, Commune de Bormes-Les-Mimosas